

# POUR UNE POLITIQUE HUMANISTE.

L'Humanisme intervient aujourd'hui dans la politique pour changer des conditions de vie devenues inacceptables pour l'Etre Humain:

Le racket du logement; les coupures d'électricité; les menaces d'huissier; les contrôles d'identité arbitraires; les refus de prise en charge dans les hôpitaux; l'atteinte à la liberté de conscience en imposant le service militaire; l'exclusion, en pratique, des jeunes et des femmes aux postes de décision; la non-participation des étrangers aux élections; les classes bondées dans les écoles; les T.U.C. et apparentés avec leurs salaires de misère; la menace nucléaire.....



**Avec Jean-François BOUDET**

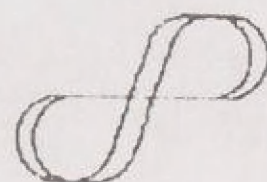
27 ans, formateur en gestion, célibataire

**Redonnons à la politique son vrai sens: "être au service de l'Etre Humain"**

Nous voulons:

- La démocratie directe: la participation de tous aux décisions par referendum et veto populaire;
- Un revenu minimum à 6 000 F pour toute personne sans emploi dès 18 ans;
- Des facilités d'accès à un logement décent, au loyer proportionné aux ressources, pour toute personne sans discrimination d'âge ou d'origine;
- Le droit de vote à tout Etre Humain vivant en France;
- Le service militaire facultatif.

**LE 5 JUIN, VOTEZ HUMANISTE.**



suppléant: Pascal BOUDET

vu, le candidat

40, rue Davy 75017 PARIS Tél : 42 29 60 32



# PROJET DE LOI

Le projet de loi a pour objet de modifier le statut des fonctionnaires de l'Etat, en particulier en ce qui concerne les conditions de recrutement, les modalités de promotion, les règles de discipline et les garanties de l'emploi. Il vise également à renforcer la transparence des procédures de recrutement et à améliorer la gestion des carrières.

## ARTICLE 1er

Le statut des fonctionnaires de l'Etat est modifié de la manière suivante :

- Le recrutement est ouvert à tous les citoyens français, sans distinction de sexe, de religion, de race ou d'origine.
- Les concours de recrutement sont organisés par le ministre de l'Intérieur, en collaboration avec les autres ministères concernés.
- Les modalités de promotion sont définies par décret en Conseil d'Etat.
- Les règles de discipline sont fixées par décret en Conseil d'Etat.
- Les garanties de l'emploi sont renforcées, notamment en matière de protection contre les licenciements abusifs.

## ARTICLE 2

Le présent projet de loi est adopté en trois lectures.